

Chapitre 1. Les programmes électoraux à Bruxelles (2009-2014)

Régis Dandoy

Grégory Piet

1.1. Les priorités des partis francophones en 2009 à Bruxelles¹

Les enjeux mis en avant par les partis politiques sont essentiels afin de comprendre un processus électoral, puisqu'ils déterminent en grande partie les thématiques qui seront discutées au cours de la campagne électorale, le contenu des débats entre représentants des partis, les positionnements stratégiques (opposition, alliance, etc.) d'un parti envers un autre, ou encore les partis qui formeront la coalition au lendemain des élections.

Dans cette première section sur les programmes électoraux, nous analyserons les enjeux mis en avant par les principaux partis politiques francophones dans leurs programmes au cours de la campagne pour les élections régionales bruxelloises de 2009. Ces enjeux seront identifiés grâce à une méthode d'analyse de textes basée sur des mots-clés². Les différentes thématiques abordées dans les programmes électoraux sont regroupées en huit grands enjeux de la campagne régionale bruxelloise tels que répertoriés par Jean-Paul Nassaux (CRISP, 2014) et auxquels nous ajouterons les questions relatives aux institutions et à l'administration (incluant les questions communautaires).

Les thématiques mises en avant dans les programmes

L'analyse des programmes bruxellois des quatre partis francophones traditionnels démontre une relative similarité entre ces partis en ce qui concerne le contenu de leurs programmes électoraux. Parmi les huit enjeux de la campagne, le podium est dominé par les finances et l'économie (7,83% en moyenne), le logement et la politique locale

¹ Article original: Dandoy Régis, Piet Gregory, "Les priorités des partis francophones en 2009 à Bruxelles", *Blog Elections made in Brussels*, 28 février 2014. <http://electionsbxl.blogspot.com/2014/02/les-priorites-des-partis-francophones.html>

² L'analyse des programmes électoraux s'appuie sur le logiciel Prospéro (Chateauraynaud, 2003 ; voir, par exemple, le carnet de recherche du GSPR, développeur de Prospéro, <http://socioargu.hypotheses.org/> ainsi que le site dédié au logiciel Prospéro <http://prosperologie.org/>). Cette méthode consiste en la création de 260 répertoires thématiques reprenant l'ensemble des enjeux et politiques publiques identifiables au sein des programmes, sur base du travail préalablement effectué par Baumgartner et Jones (<http://www.policyagendas.org/page/topic-codebook>). Ces 260 répertoires sont constitués sur base de près de 18.000 mots et expressions permettant d'identifier et de coder automatiquement les parties d'un texte liées à l'emploi, au logement, à la mobilité, à l'économie, à la politique étrangère, etc. A ce titre, cet encodage automatique permet de mesurer les préférences et les priorités des acteurs politiques au sein de différents types de textes et de discours.

Elections made in Brussels

(7,38%) et la mobilité (6,90%). Mais d'importantes différences sont à observer entre partis au sein de ce top 3 : la première priorité au MR et au PS est les finances et l'économie (respectivement 9,31% et 9,07%) tandis qu'il s'agit de la mobilité chez Ecolo (8,22%) et de l'enseignement au cdH (14,61%). A l'inverse des autres partis francophones, la mobilité et le logement et la politique locale sont – relativement – moins prioritaires au cdH.

Peu de différences intra-partisanes sont observées sur les autres enjeux de la campagne, mis à part le moindre intérêt d'Ecolo pour l'emploi (3,74%) et l'attention portée par le MR à la sécurité (2,74%) et aux questions internationales (4,74%). L'immigration n'est une priorité pour aucune des principales formations politiques francophones. A l'inverse, chaque parti met l'accent dans son programme électoral sur les questions institutionnelles et liées à l'administration, bien que cette thématique soit sensiblement plus mise en avant par le MR (30,06%) et le PS (28,65%).

Priorités programmatiques des partis francophones en 2009 à Bruxelles (en %)

	MR	PS	Ecolo	cdH	Moyenne
Emploi	5,11	5,57	3,74	5,39	4,95
Logement et politique locale	7,83	9,59	8,33	3,77	7,38
Mobilité	6,87	8,34	8,22	4,18	6,90
Sécurité	2,74	1,40	0,59	1,65	1,59
Bruxelles international	4,74	2,77	3,26	3,15	3,48
Immigration	1,33	0,52	0,68	0,64	0,79
Finances et économie	9,31	9,07	6,30	6,64	7,83
Enseignement	4,30	3,26	3,39	14,61	6,39
<i>Sub-Total</i>	<i>42,23</i>	<i>40,52</i>	<i>34,51</i>	<i>40,03</i>	<i>39,32</i>
Institution & administration	30,06	28,65	21,28	17,65	24,41

Parmi les autres thématiques présentes dans les programmes électoraux de partis, signalons l'importance des entreprises et du commerce (5,89% en moyenne), des droits civils et libertés (3,55% en moyenne), de la santé (3,50% en moyenne). Pour ces trois thématiques, il y a très peu de différences entre partis. A l'inverse, l'environnement est une importante priorité pour Ecolo puisque 9,04% de son programme électoral y est consacré (contre 3,42% en moyenne chez les autres partis), et que les affaires sociales (11,34%) et la culture et les loisirs (8,46%) sont prioritaires au cdH (contre respectivement 6,04% et 5,53% chez les autres partis).

Programmes électoraux et formation du gouvernement bruxellois

A la suite des élections régionales du 7 juin 2009, le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale (formé en juillet 2009) rassemble trois formations politiques francophones : PS (21 sièges), Ecolo (16 sièges) et cdH (11 sièges). Cette coalition exclut ainsi le parti MR (24 sièges), pourtant arrivé en tête du scrutin bruxellois. Ces trois partis francophones sont rejoints au sein de la coalition bruxelloise par les partis flamands CD&V, Open VLD et Groen!.

La science politique s'est souvent penchée sur les éléments qui peuvent expliquer la formation des gouvernements et, plus particulièrement, le choix d'exclure un parti ou d'inclure un autre au sein de l'exécutif. Le cas bruxellois – qui a mené à l'exclusion du plus grand parti de la formule de coalition – en est un exemple intéressant. Puisque la formation de l'exécutif implique souvent une formule rassemblant la majorité des sièges, l'importance des résultats électoraux semble évidente. Mais aux côtés de ces résultats, la proximité entre partis est également importante. La théorie des coalitions postule ainsi que les partis les plus proches idéologiquement et politiquement ont tendance à s'associer au sein du gouvernement.

Bien que le cas belge démontre que la proximité idéologique a un impact sur la formation des gouvernements (voir par exemple Dandoy, De Decker, 2009 ; Dandoy, 2012, 2014), l'analyse des programmes électoraux bruxellois des partis francophones en 2009 contredit cette théorie au niveau régional. La proximité idéologique de ces programmes est mesurée à l'aide du calcul des corrélations entre les 21 catégories thématiques encodées. Ces corrélations indiquent que, paradoxalement, la coalition MR-PS est la plus cohérente (.98), tandis que celle rassemblant PS, Ecolo et cdH est moins homogène (en moyenne .79). Néanmoins, une formule MR-Ecolo-cdH affiche une proximité idéologique similaire (en moyenne .79) et ne se présente pas en véritable alternative. Les explications de la formation du gouvernement bruxellois sont ainsi probablement plus à trouver au niveau des stratégies partisanes et des rapports entre les leaders des différents partis qu'au niveau des proximités idéologiques.

Cela étant dit, cette analyse quantitative des priorités des partis ne permet pas de mesurer la direction que prend un parti sur un enjeu ou une thématique. Ainsi, deux partis peuvent accorder la même attention (en termes de temps, d'espace, etc.) à la mobilité dans leurs discours et leurs programmes, mais proposer des solutions radicalement différentes, voire opposées. Qui plus est, une proximité entre deux partis en termes de priorités peut révéler une tout autre stratégie (que celle menant à la formation d'un gouvernement). Afin d'attirer l'attention (médiatique) sur le parti et sur ses propositions lors de la campagne électorale, il est parfois stratégique pour un parti de se positionner en opposition par rapport à un autre parti sur un certain nombre d'enjeux. Cette polarisation du débat entraîne que ces deux partis vont focaliser leur attention sur certains enjeux précis et en négliger d'autres. La corrélation très élevée entre les thématiques mises en avant par le PS et le MR en 2009 pourrait ainsi s'expliquer par une volonté commune de polarisation du débat autour des thématiques qui les opposent l'un à l'autre.

1.2. Les priorités des partis flamands en 2009 à Bruxelles³

Dans cette seconde section sur les programmes électoraux de 2009, nous analyserons les enjeux mis en avant par les principaux partis politiques flamands dans leurs

³ Article original: Dandoy Régis, Piet Gregory, "Les priorités des partis flamands en 2009 à Bruxelles", *Blog Elections made in Brussels*, 6 mars 2014. <http://electionsbxl.blogspot.com/2014/03/les-priorites-des-partis-flamands-en.html>

programmes au cours de la campagne pour les élections régionales bruxelloises de 2009. Les programmes électoraux des partis traditionnels francophones ont été analysés dans une précédente section. Les enjeux de la campagne électorale sont identifiés grâce à une méthode d'analyse de textes basée sur des mots-clés. Les différentes thématiques abordées dans les programmes électoraux sont regroupées en huit grands enjeux de la campagne régionale bruxelloise tels que répertoriés par Jean-Paul Nassaux (CRISP, 2014) et auxquels nous ajouterons les questions relatives aux institutions et à l'administration (incluant les questions communautaires).

Les thématiques mises en avant dans les programmes

Les élections régionales bruxelloises de 2009 ont amené les rapports de force suivants : Open VLD (4 sièges), sp.a (4 sièges), Vlaams Belang (3 sièges), CD&V (3 sièges), Groen! (2 sièges) et N-VA (1 siège). L'ordre dans lequel ces partis seront présentés dans les tableaux se fera suivant leur poids électoral. Le parti d'extrême-droite Vlaams Belang, n'ayant pas rédigé de programme spécifique pour la région bruxelloise, n'a pas été inclus dans nos analyses. L'analyse du programme électoral de la N-VA sera intégrée à l'analyse des programmes des partis régionalistes dans une prochaine section.

L'analyse des programmes bruxellois des quatre partis traditionnels flamands démontre une relative similarité entre ces partis en ce qui concerne le contenu de leurs programmes électoraux. Parmi les huit enjeux de la campagne, le podium est dominé par le logement et la politique locale (9,81% en moyenne), l'enseignement (7,47%) et la mobilité (6,21%). Mais des différences sont toutefois à observer entre partis au sein de ce top 3. La première priorité dans les programmes du sp.a, du Cd&V et de Groen! est le logement et la politique locale (respectivement 12,18%, 9,36% et 10,66%), tandis qu'il s'agit de l'enseignement à l'Open VLD. En deuxième et troisième place viennent l'enseignement et la mobilité au sp.a et au CD&V, alors que ces mêmes priorités sont inversées dans le cas de Groen!. A l'inverse des autres partis flamands, la mobilité est moins importante dans le programme de l'Open VLD, au profit de la place de Bruxelles sur la scène internationale.

Les autres enjeux de la campagne sont peu mis en avant dans les programmes électoraux et peu de différences peuvent être observées entre partis. Ainsi les quatre partis flamands accordent la même importance à l'emploi (3,18% en moyenne) et à la sécurité (2,54%). L'immigration n'est une priorité pour aucune de ces formations politiques flamandes. A l'inverse, quelques différences peuvent être observées en matière de finances et d'économie, thématique qui se retrouve plus souvent dans les programmes du sp.a et de Groen! que dans ceux du CD&V et, dans une moindre mesure, de l'Open VLD. Enfin, chaque parti flamand met l'accent dans son programme électoral sur les questions institutionnelles et liées à l'administration, bien que cette thématique soit sensiblement plus mise en avant par l'Open VLD (40,48%) et le CD&V (38,77%).

Priorités programmatiques des partis flamands en 2009 à Bruxelles (en %)

Open VLD sp.a CD&V Groen! Moyenne

Elections made in Brussels

Emploi	3,14	3,77	2,63	3,16	3,18
Logement et politique locale	7,02	12,19	9,36	10,66	9,81
Mobilité	4,31	6,35	6,26	7,92	6,21
Sécurité	2,29	2,21	2,28	3,39	2,54
Bruxelles international	5,16	1,29	4,39	1,79	3,16
Immigration	0,85	1,24	0,70	1,79	1,15
Finances et économie	3,83	4,60	2,57	5,06	4,02
Enseignement	7,23	6,58	8,42	7,68	7,48
<i>Sub-Total</i>	<i>33,83</i>	<i>38,23</i>	<i>36,61</i>	<i>41,45</i>	<i>37,53</i>
Institution & administration	40,48	27,64	38,77	23,41	32,58

Parmi les autres thématiques présentes dans les programmes électoraux de partis, signalons l'importance des affaires sociales (6,49% en moyenne), de la culture (6,20% en moyenne), de l'agriculture (3,79% en moyenne) et des entreprises et du commerce (3,76%). Chacune de ces quatre thématiques est mise en avant par un – voire deux – parti flamand. Groen! et sp.a mettent l'accent sur les affaires sociales (respectivement 8,76% et 8,46%) à l'inverse de l'Open VLD (3,35%). Le sp.a alloue une part importante de son programme à la culture (7,91%) tandis que l'agriculture est une priorité pour Groen! (4,88%). Ce même parti met sensiblement plus en avant les questions environnementales que les trois autres partis flamands. Enfin, la question des entreprises et du commerce trouve plus d'échos dans les programmes du sp.a et de l'Open VLD (respectivement 4,60% et 4,52%).

Programmes électoraux et formation du gouvernement

Nous verrons dans une section ultérieure que les coalitions en place au niveau du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ne respectent pas la règle de symétrie, à savoir associer les partis frères flamands et francophones au sein de l'exécutif (Dandoy, De Decker, 2009). Le gouvernement bruxellois formé en juillet 2009 associe ainsi PS, Ecolo et cdH, côté francophone et Open VLD, CD&V et Groen!, côté flamand. Une des hypothèses pouvant expliquer cette coalition asymétrique est que la proximité idéologique entre ces six partis était plus importante qu'avec d'autres partenaires potentiels, comme le MR ou le sp.a.

Cette proximité idéologique de ces programmes est mesurée à l'aide du calcul des corrélations entre les 21 catégories thématiques encodées. Du côté francophone, la formule PS, Ecolo et cdH présente une corrélation relativement modeste (.79 en moyenne) alors que, du côté flamand, la formule Open VLD, CD&V et Groen! s'élève à .94. Le positionnement des trois partis flamands est ainsi idéologiquement plus homogène que celui des trois partis francophones. Si l'on calcule l'homogénéité de la coalition sexpartite, celle-ci atteint un score respectable de .86.

Mais la question est de savoir si cette formule est la plus homogène lorsqu'on la compare aux deux formules de coalition alternatives, se basant toutes deux sur une coalition symétrique. La proximité idéologique de la coalition MR-Ecolo-cdH-OpenVLD-CD&V-Groen! atteint une corrélation de .86 de même que que la coalition PS-Ecolo-cdH-sp.a-CD&V-Groen! qui atteint .87. Au demeurant, nous observons ainsi que – lorsqu'elle

allie six partis à Bruxelles – la proximité idéologique au sein d'une coalition demeure relativement stable, quelle que soit la formule choisie. En d'autres mots, une coalition non-symétrique ne mène pas à un gouvernement idéologique moins homogène. Les explications de la formation du gouvernement bruxellois sont ainsi probablement plus à trouver au niveau des stratégies partisanes et des rapports entre les leaders des différents partis qu'au niveau des proximités idéologiques, voire au niveau des orientations des solutions politiques proposées par les partis.

1.3. Les priorités des partis régionalistes en 2009 à Bruxelles⁴

Les partis politiques sont souvent classés en « familles politiques », principalement sur base de leurs idéologies. En Belgique, nous retrouvons ainsi des partis qui appartiennent à la famille politique socialiste, libérale, démocrate-chrétienne, écologiste, populiste, d'extrême-droite, etc. Il en va de même en ce qui concerne la famille des partis dits « régionalistes » (Dandoy, 2010). Cette famille politique rassemble les partis qui défendent les intérêts d'une région particulière (une région étant définie comme une entité géographique et politique au niveau sub-national). A côté de ce point commun, chaque parti régionaliste possède sa propre conception de la manière dont les intérêts de sa région peuvent être défendus au mieux ; que cela entraîne une plus grande autonomie politique ou un retour à un Etat plus unitaire. Les idéologies de ces partis régionalistes peuvent ainsi aller de l'indépendance au rattachisme en passant par la défense linguistique et culturelle, la mise en place d'un modèle étatique (con-)fédéral ou (re-)centralisé.

Les partis régionalistes sont loin d'être une spécificité belge. A l'exception de petits Etats comme le Luxembourg ou Malte, chaque pays d'Europe occidentale a connu au cours de son histoire politique la présence d'un parti régionaliste. Citons, par exemple, les partis régionalistes bavarois en Allemagne, slovènes en Autriche, catalans ou basques en Espagne, suédois en Finlande, corses ou bretons en France, valdotains ou sud-tyroliens en Italie, frisons au Pays-Bas, écossais ou gallois au Royaume-Uni, tessinois ou jurassiens en Suisse, etc.

Selon cette définition, pas moins de six partis politiques lors des élections régionales de 2009 à Bruxelles peuvent être considérés comme régionalistes. Il s'agit de la Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA – indépendantiste), du Sociaal-Liberale Partij (SLP – confédéraliste), de Belgische Unie - Union belge (BUB – unitariste), de Pro Brussel (autonomiste), Rassemblement Wallonie France - Rassemblement Bruxelles France (RWF-RBF – rattachiste) et UNIE (autonomiste). Malgré ses revendications indépendantistes, le Vlaams Belang est considéré en science politique comme appartenant à la famille politique d'extrême-droite et non pas à la famille régionaliste.

Lors des élections régionales, ces six partis régionalistes (la même structure politique, Pro Brussel, s'étant présentée dans les deux groupes linguistiques) ont obtenu

⁴ Article original: Dandoy Régis, Piet Gregory, "Les priorités des partis régionalistes en 2009 à Bruxelles", *Blog Elections made in Brussels*, 17 mars 2014. <http://electionsbxl.blogspot.com/2014/03/les-priorites-des-partis-regionalistes.html>

Elections made in Brussels

un succès relativement modeste : un seul siège (celui de la N-VA) et respectivement 8,94% et 2,11% des voix dans les deux groupes linguistiques néerlandais et français. Au vu des récents sondages pronostiquant de bons scores électoraux pour la N-VA et le FDF – qui se présente seul aux élections régionales bruxelloises pour la première fois depuis 1989 –, les résultats des partis régionalistes lors des élections de 2014 seront, à n'en pas douter, plus élevés.

Résultats électoraux, élections régionales 2009 à Bruxelles

Groupe linguistique néerlandais

	Votes	Pourcents	Sièges
N-VA	2.586	4,99	1
SLP	361	0,70	0
Pro Brussel (N)	1.225	2,36	0
BUB	462	0,89	0
Total	4.634	8,94	1

Groupe linguistique français

	Votes	Pourcents	Sièges
Pro Brussel (F)	6.840	1,67	0
RWF-RBF	1.321	0,32	0
UNIE	491	0,12	0
Total	8.652	2,11	0

Les thématiques mises en avant dans les programmes

Dans cette troisième section sur les programmes électoraux, nous analyserons les enjeux mis en avant par les partis politiques régionalistes dans leurs programmes au cours de la campagne pour les élections régionales bruxelloises de 2009. Ces enjeux de la campagne de 2009 seront identifiés grâce à une méthode d'analyse de texte basée sur des mots-clés (voir Note méthodologique). Ces thématiques sont regroupées en huit grands enjeux de la campagne régionale bruxelloise tels que répertoriés par Jean-Paul Nassaux (CRISP, 2014) et auxquels nous ajouterons les questions relatives aux institutions et à l'administration (incluant les questions communautaires). Nous analyserons les programmes bruxellois de la N-VA, de BUB, de Pro Brussel, du RWF-RBF et d'UNIE. Le SLP n'a pas rédigé de programme spécifique pour la région bruxelloise. A l'inverse, le FDF – alors partie intégrante du MR – a rédigé un programme pour la région bruxelloise. Dans la perspective d'une comparaison des programmes de 2009 avec ceux de 2014, nous avons intégré le programme bruxellois du FDF à notre analyse.

Le contenu des programmes électoraux des partis régionalistes est dominé par trois enjeux politiques principaux parmi les huit : le logement et la politique locale, la mobilité et l'enseignement. Le logement et la politique locale sont la priorité de Pro Brussel (12%), devant la mobilité (10,67%) et l'enseignement (6,09%). Au FDF, le tiercé est inversé puisque le parti accorde plus d'importance au logement et à la politique locale (9,63%) suivi de l'enseignement (7,34%) et de la mobilité (6,42%). Quant à la N-VA, elle met d'abord l'accent sur l'enseignement (9,05%), suivi de la mobilité (7,97%) et du logement et la politique locale (6,26%). Parmi les autres thématiques mises en avant

Elections made in Brussels

par ces partis, nous retrouvons l'emploi (surtout dans les programmes du FDF et de la N-VA), la sécurité (dans les programmes de Pro Bruxsel et de la N-VA) et les finances et l'économie (dans les programmes de Pro Bruxsel et du FDF). L'immigration n'est mise en avant que dans le programme de la N-VA (3,03%).

Le programme du RWF-RBF est trop court pour pouvoir en dégager des résultats valables au niveau statistique – en témoignent le grand nombre de catégories thématiques laissées sans attention politique –, mis à part l'importance de la position internationale de Bruxelles (22,22%), étant donné l'idéologie rattachiste du parti. Les programmes d'UNIE et de BUB sont également très courts, mais on peut en dégager l'importance de l'enseignement pour ces deux partis, et également de la position internationale de Bruxelles dans le document de BUB.

En ce qui concerne les références faites aux questions institutionnelles et liées à l'administration, c'est sans surprise la thématique qui occupe le plus d'espace dans les programmes électoraux des partis régionalistes. Parmi les autres thématiques mises en avant par ces partis, signalons l'importance de la culture et des loisirs dans le programme de Pro Bruxsel (8,67%), des affaires sociales dans ceux du FDF (8,26%) et de la N-VA (6,03%) et de la santé dans celui de la N-VA (5,17%). Les thématiques restantes (telles que l'environnement, droits et libertés, agriculture, énergie, entreprises et commerce, aménagement du territoire, etc.) ne dépassent les 3% d'attention dans aucun de ces programmes électoraux. Néanmoins, avec l'importance croissante qu'ont des partis tels que la N-VA ou le FDF dans la campagne électorale bruxelloise, il est à parier que les priorités de ces partis dans leurs programmes bruxellois pour 2014 seront sensiblement différentes qu'ils ne l'étaient en 2009.

Priorités programmatiques des partis régionalistes en 2009 (en %)

	FDF	RWF-RBF	Pro Bruxsel	UNIE	N-VA	BUB
Emploi	4,13	1,39	2,53	4,72	3,23	3,76
Logement et politique locale	9,63	2,78	12,00	5,56	6,25	5,26
Mobilité	6,42	0,00	10,67	4,72	7,97	2,26
Sécurité	1,83	0,00	4,00	1,89	2,59	6,02
Bruxelles international	5,73	22,22	3,33	4,72	2,59	16,54
Immigration	0,23	0,00	0,00	0,94	3,02	3,01
Finances et économie	6,42	5,56	4,00	6,60	1,29	3,01
Enseignement	7,34	0,00	6,09	9,43	9,05	10,53
<i>Sub-Total</i>	<i>41,73</i>	<i>31,95</i>	<i>42,62</i>	<i>38,58</i>	<i>35,99</i>	<i>50,39</i>
Institution & administration	35,09	61,11	42,76	42,45	36,64	22,56

1.4. La nature et la longueur des programmes électoraux à Bruxelles en 2014⁵

⁵ Article original: Dandoy Régis, "La nature et la longueur des programmes électoraux à Bruxelles", *Blog Elections, made in Brussels*, 23 May 2014. <http://electionsbrxl.blogspot.com/2014/05/la-nature-et-la-longueur-des-programmes.html>

Les tests électoraux (aussi appelés systèmes d'aide au vote ou *stemtests*) sont ces jeux virtuels où l'électeur – sur base de réponses à quelques questions sur les enjeux de la campagne – se voit indiquer pour quel parti il est (ou devrait se sentir) le plus proche. C'est bien beau et bien gentil, mais c'est réduire le positionnement des partis politiques à quelques questions, sans prendre en compte la complexité de ces enjeux. Qui plus est, ces questions n'ont pas été choisies par les partis ou les candidats eux-mêmes (pour rappel, ce sont eux qui se présentent aux élections), mais par des journalistes et/ou des politologues éclairés. Mais savent-ils vraiment ce qui est important pour chaque électeur individuellement ? Et leur lecture du positionnement d'un parti sur un enjeu de la campagne est-elle identique à celle d'un citoyen *lambda* ?

Les tests électoraux ne sont donc pas la méthode idéale pour savoir quel est le parti politique qui nous ressemble le plus ou qui met en avant les enjeux qui nous préoccupent le plus. Mais quelle est alors l'alternative ? Les électeurs peuvent-ils faire comme ces journalistes et ces politologues qui ont préparé les questions de ces tests et lire en profondeur les programmes de tous les partis politiques pour toutes les élections ? Suite à nos analyses du contenu des programmes des principaux partis, cette section se penche sur la faisabilité de la lecture des programmes électoraux par le citoyen bruxellois *lambda*, en évaluant leur longueur et leur comparabilité.

Des programmes électoraux exclusivement bruxellois ?

Les partis politiques se présentant à l'électeur bruxellois pour les élections régionales ont fait le choix de présenter différents types de programmes électoraux. Certains présentent un programme unique pour les élections régionales à Bruxelles, d'autres ont misé sur une stratégie d'un programme commun pour tous les niveaux de pouvoir – européen, fédéral, régional – tandis que les autres partis ont fait un choix hybride, quelque part entre ces deux scénarios extrêmes. Les programmes électoraux spécifiques à la région wallonne, au fédéral et à l'Europe ne seront pas intégrés à cette analyse.

Tout d'abord, certains partis ont fait le pari de présenter à l'électeur un programme électoral exclusivement bruxellois. Dans ce groupe de partis, nous retrouvons bien évidemment les partis qui ne se présentent qu'aux régionales à Bruxelles comme ProBruxsel (qui présente un programme long, ainsi qu'une version plus courte), FE-MDCEJ, Egalitaires! ou encore Pensio(e)n plus, mais également les partis qui ont rédigé un programme séparé pour chaque élections auxquelles ils participent, comme les FDF, le Parti Pirate, VEGA ou encore Nation. A l'exception des FDF, il s'agit donc de petites formations politiques, présentant généralement un programme bruxellois relativement court.

De l'autre côté, nous retrouvons les partis qui ont rédigé d'un programme commun pour tous les niveaux de pouvoir. Les points et enjeux spécifiquement bruxellois sont dans ce cas intégrés au sein de ce programme, souvent sous la forme d'une section ou d'un chapitre bruxellois. Dans ce groupe de partis, nous retrouvons des partis tels que le Parti Populaire, La Droite, Debout les Belges!, le Parti Libertarien, Gauches communes, BUB ou encore le RWF. Il s'agit également de petites formations

Elections made in Brussels

politiques, présentant un programme de taille souvent modeste et des listes non complètes en région bruxelloise (voir la section sur ce sujet dans le chapitre 2). Dans ce groupe, nous retrouvons également la N-VA qui a décidé de ne pas rédiger – probablement pour des raisons idéologiques, étant donné que ce parti prône une co-gestion de Bruxelles – de programme bruxellois bien que le parti y présente trois listes (Bruxelles, Flandre et fédéral).

Les autres partis ont choisi une stratégie un peu plus particulière, à savoir rédiger un spécifique programme pour les régionales à Bruxelles, en plus d'un programme commun pour les autres niveaux de pouvoir (avec dans certains cas, un programme spécifique pour l'Europe). Dans ce groupe, nous retrouvons les principaux partis francophones (PS, MR, Ecolo et cdH) et flamands (Open VLD, sp.a, CD&V et Groen), Parmi ces partis, nous retrouvons également deux plus petites formations politiques, à savoir le PTB-go! et Rassemblement R.

Des milliers de pages... Que lire ?

Vous voulez lire les programmes électoraux de tous les partis se présentant à Bruxelles ? Préparez-vous donc à lire... 4.744 pages ! Cela correspond au nombre total de pages des programmes pour la région Bruxelloise ainsi que les programmes communs (pour Bruxelles mais également les autres niveaux de pouvoir).⁶

Mais il y a moyen de réduire cette quantité d'informations en laissant de côté les programmes communs région – fédéral – Europe lorsque le parti rédige a rédigé plusieurs programmes en parallèle et en ne lisant que leur programme spécifiquement bruxellois. Certains partis ont également rédigé des résumés pour leurs programmes bruxellois et/ou de leur programme commun. Si vous ne souhaitez lire que versions bruxelloises et/ou résumées de ces programmes pour ces partis, le nombre de pages à lire diminue à 1.148 pages, ce qui reste toutefois considérable.

Taille des programmes électoraux à Bruxelles

	Programme bruxellois	Programme bruxellois (résumé)	Programme commun (EU, fédéral, Bruxelles)	Programme commun (résumé)
Partis francophones				
MR	70 pages	-	565 pages	77 pages
PS	155 pages	28 pages	503 pages	53 pages

⁶ Dans certains cas, le programme électoral n'est pas disponible dans un seul document, mais consiste en une agrégation de différents chapitres. Le nombre de pages est donc comptabilisé sur ces différents chapitres agrégés dans un document Word. Le résumé du programme Ecolo consiste en une table des matières de toutes les propositions. Le document utilisé pour l'analyse du Vlaams Belang n'est pas un véritable programme mais le texte issu du congrès national "Brussel. morgen onze stad" tenu par le parti en décembre 2013.

Elections made in Brussels

Ecolo	13 pages	-	810 pages	65 pages *
cdH	106 pages	-	615 pages	192 pages
FDF	208 pages	-	-	-
Pro Bruxsel	44 pages	6 pages	-	-
PTB-Go!	64 pages	-	123 pages	104 pages
PP	-	-	91 pages	-
VEGA	15 pages	-	-	-
La Droite	-	-	4 pages	-
Debout les Belges!	-	-	9 pages	-
Gauches communes	-	-	5 pages	-
Nation	13 pages	-	-	-
Parti Libertarien	-	-	63 pages	-
Egalitaires!	2 pages	-	-	-
Islam	-	-	20 pages	-
BUB	-	-	21 pages	-
RWF	-	-	14 pages	-
R	13 pages	-	11 pages	-
FE-MDCEJ	2 pages	-	-	-
Pirate	31 pages	-	-	-
Partis Flamands				
Open VLD	41 pages	-	56 pages	-
sp.a	76 pages	-	286 pages	19 pages
Vlaams Belang	76 pages *	-	40 pages	-
CD&V	52 pages	-	55 pages	-
Groen	97 pages	7 pages	317 pages	-
N-VA	-	-	96 pages	-
ProBruxsel N	2 pages	-	-	-

1.5. Les programmes bruxellois du PS en 2014⁷

Dans une précédente section, nous avons analysé le contenu des programmes électoraux des partis francophones à Bruxelles lors des élections régionales de 2009. Un des objectifs de ce blog sur les élections « made in Brussels » est de mieux comprendre les enjeux des élections dans cette région et – en particulier – d’étudier et de comparer les programmes électoraux des partis se présentant aux élections de mai 2014 à Bruxelles. L’analyse du programme bruxellois de 2014 pour le PS fait l’objet de cette première étape. Les enjeux de la campagne socialiste sont identifiés grâce à une méthode d’analyse de texte basée sur des mots-clés (voir Note méthodologique). Ces thématiques sont regroupées en huit grands enjeux de la campagne régionale bruxelloise tels que répertoriés par Jean-Paul Nassaux (CRISP, 2014) et auxquels nous ajouterons les questions relatives aux institutions et à l’administration (incluant les questions communautaires).

⁷ Article original: Dandoy Régis, Piet Gregory, "Les programmes bruxellois du PS", *Blog Elections, made in Brussels*, 7 May 2014. <http://electionsbxl.blogspot.com/2014/05/les-programmes-bruxellois-du-ps.html>

Elections made in Brussels

Pour les élections simultanées de mai 2014, le PS a fait le choix particulier de présenter deux programmes électoraux à l'électeur bruxellois : un programme commun pour les élections européennes, fédérales et régionales bruxelloises (coordonné et rédigé par le PS au niveau national) et un programme spécifique pour les élections régionales bruxelloise (coordonné et rédigé par la fédération bruxelloise du PS). Cette section se penchera dans un premier temps sur le programme commun du PS pour Bruxelles et le comparera au programme commun pour la Wallonie, et dans un deuxième temps, sur le programme spécifique pour les élections régionales à Bruxelles et le comparera avec le programme rédigé lors des précédentes élections régionales en 2009.

Deux régions, deux programmes, des priorités communes

Dans leur forme, les deux programmes communs du parti socialiste - à savoir le programme Europe-fédéral-Wallonie et le programme Europe-fédéral-Bruxelles - sont fort semblables : 500 pages pour le premier contre 503 pages pour le second. Le nombre de mots-clés encodés selon notre méthode d'analyse est également fortement identique : 12.598 mots-clés pour le programme Europe-fédéral-Wallonie contre 13.097 mots-clés pour le programme Europe-fédéral-Bruxelles.

Globalement, ces deux documents communs du parti socialiste proposent les mêmes priorités. Ce n'est pas surprenant vu l'importante place donnée aux thématiques fédérales et européennes dans ces documents. Ces thématiques sont communes aux deux programmes et seules les sections consacrées aux enjeux régionaux (wallons vs. bruxellois) peuvent potentiellement diverger (voir Tableau). En effet, près de la moitié de ces deux programmes sont consacrés aux huit thématiques identifiées par J-P Nassaux. Dans l'ordre, nous y retrouvons l'enseignement, suivi des finances et de l'économie, et de l'emploi.

Non seulement le classement (ranking) des priorités est identique, mais en plus il y a peu de différences entre l'attention donnée aux différents enjeux de la campagne. Le pourcentage de différence entre le programme Europe-fédéral-Wallonie et le programme Europe-fédéral-Bruxelles ne dépasse pas 0,4% pour ces enjeux pris individuellement, ce qui peut paraître surprenant pour des questions telles que l'emploi ou l'immigration. L'exception provient de la mobilité qui est particulièrement mise en avant dans le programme Europe-fédéral-Bruxelles (+0,98%), ainsi que les questions institutionnelles et administratives (+1,96%). Parmi les autres enjeux (non repris dans le tableau), il y a également très peu de différences, mis à part l'agriculture (-0,52%) et le commerce et les entreprises (-0,62%). Etant donné que ces domaines sont des compétences en grande partie régionalisées, il est normal d'y voir une différence significative des priorités entre les deux régions.

Priorités programmatiques du PS (en %)

Europe – Fédéral - Wallonie	Europe – Fédéral - Bruxelles	Différence
--------------------------------	---------------------------------	------------

Elections made in Brussels

Emploi	8,10	8,00	-0,10
Logement et politique locale	4,57	4,36	-0,21
Mobilité	3,49	4,47	+0,98
Sécurité et criminalité	2,48	2,39	-0,09
Relations internationales	7,11	6,72	-0,39
Immigration	0,82	0,84	+0,02
Finances et économie	9,47	9,44	-0,03
Enseignement	10,98	11,26	+0,28
Sous-Total	47,02	47,48	+0,46
Institutions et administration	11,41	13,37	+1,96

Un programme spécifiquement bruxellois relativement stable...

Le programme pour Bruxelles rédigé par la fédération bruxelloise du PS est relativement long: il consiste en un document de 155 pages (à savoir 68.848 mots). C'est une significative augmentation en comparaison du programme pour les précédentes élections bruxelloises qui comptabilisait 124 pages (45.622 mots). Néanmoins, la longueur d'un programme électoral a un impact sur l'analyse de son contenu. Sur base de notre encodage automatisé (voir Note méthodologique), 5330 mots-clés ont été identifiés, analysés et classés dans le programme 2014 (contre 3423 mots-clés encodés sur base du programme du PS en 2009). Cette différence en termes de longueur et de nombre mots-clés identifiés a potentiellement un impact sur le contenu du programme du PS en 2014.

Néanmoins, nous observons une relative stabilité du programme bruxellois du PS dans le temps. La comparaison du programme pour 2014 avec celui des précédentes élections régionales de 2009 démontre clairement que les priorités du PS sont aujourd'hui fort semblables à celles mises en avant il y a cinq ans (voir Tableau). Le podium de ces priorités concerne les mêmes enjeux de campagne. En premier lieu, nous retrouvons le logement et la politique locale (9,06% en 2014 contre 10,60% en 2009). Sur les deuxièmes et troisièmes marches du podium, nous observons les finances et l'économie (8,99% en 2014 contre 8,71% en 2009) et la mobilité (6,17% en 2014 contre 8,91% en 2009). Parmi les autres enjeux de campagne mis en avant par PS à Bruxelles, nous retrouvons ensuite l'enseignement (5,76% en 2014 contre 3,13% en 2009) et l'emploi (5,33% en 2014 contre 5,35% en 2009). A l'inverse, le statut international de Bruxelles (2,83%), la sécurité et la criminalité (2,27%), ainsi que l'immigration (0,47%) sont loin d'être les priorités du PS pour les élections régionales bruxelloises de 2014. Enfin, les questions institutionnelles et administratives sont en diminution par rapport à 2009 (-3,79%), une probable conséquence de la récente réforme de l'état.

Ainsi, les principaux changements par rapport à 2009 se situent au niveau de l'enseignement: +2,63% d'augmentation, en phase avec le classement les priorités mises en avant dans le programme commun Europe-fédéral-Bruxelles. Les questions liées à la sécurité et à la criminalité reçoivent également plus d'attention de la part du PS que lors des élections bruxelloises de 2009. A l'inverse, la mobilité est une thématique qui perd de l'importance dans le programme socialiste de 2014 (-2,74%), suivi par les questions de logement et de politique locale (-1,54%).

Elections made in Brussels

Priorités programmatiques du PS en 2009 et 2014 à Bruxelles (en %)

	2009	2014	Différence
Emploi	5,35	5,33	-0,02
Logement et politique locale	10,60	9,06	-1,54
Mobilité	8,91	6,17	-2,74
Sécurité et criminalité	1,43	2,27	+0,93
Bruxelles international	2,66	2,83	+0,17
Immigration	0,50	0,47	-0,03
Finances et économie	8,71	8,99	+0,28
Enseignement	3,13	5,76	+2,63
Sous-Total	41,29	40,88	-0,32
Institutions et administration	28,63	24,84	-3,79

Les autres thématiques de campagne pour le PS bruxellois (non repris dans le tableau) sont le commerce et les entreprises (7% en 2014 contre 5,17% en 2009), les politiques sociales (6,98% en 2014 contre 5,4% en 2009), la culture (6,34% en 2014 contre 4,59% en 2009) et l'environnement (3,68% en 2014 contre 5,65% en 2009). Aucun autre enjeu de la campagne (comme par exemple l'aménagement du territoire, la recherche scientifique, la santé, l'agriculture, etc.) ne dépasse les 2% d'attention dans le programme électoral du PS. Au total, les matières socio-économiques correspondent à 37,9% du programme du PS bruxellois, correspondant à une augmentation de 2% par rapport à 2009. Cette augmentation est principalement due à l'attention croissante alloué aux politiques sociales (+1,58%) et au commerce et aux entreprises (+1,83%).

1.6. Le programme électoral du MR pour Bruxelles en 2014⁸

Pour les élections simultanées de mai 2014, le MR fait le choix de rédiger pas moins de six programmes électoraux dont deux concernent plus spécifiquement l'électeur bruxellois : un programme commun pour les élections européennes, fédérales et régionales bruxelloises et un programme spécifique pour les élections régionales bruxelloises, intitulé «*BXL enfin capitale*». Cette section se penchera brièvement sur le programme commun du MR pour Bruxelles avant d'étudier, dans un deuxième temps, le programme spécifique pour les élections régionales à Bruxelles et de le comparer avec le programme rédigé lors des précédentes élections régionales en 2009.

Un programme commun pour les Bruxellois

Dans sa forme, le programme commun du MR pour Bruxelles – à savoir le programme Europe-fédéral-Bruxelles – est assez court (77 pages) et se distingue du programme général du parti qui atteint les 565 pages. Par ailleurs, le programme commun pour la

⁸ Article original: Dandoy Régis, Piet Gregory, "Le programme électoral du MR pour Bruxelles", *Blog Elections, made in Brussels*, 10 May 2014. <http://electionsbxl.blogspot.com/2014/05/le-programme-electoral-du-mr-pour.html>

Elections made in Brussels

Wallonie – à savoir le Europe-fédéral-Wallonie – fait également 77 pages. Pour l'analyse de ce programme commun pour Bruxelles, pas moins de 1.543 mots-clés et expressions ont été encodés.

Les priorités du MR dans ce programme commun à l'attention des Bruxellois sont assez marquées. Les finances et l'économie sont mises en avant (12,7%), suivies par les relations internationales (12,64%) et l'emploi (9,72%), ce qui n'est pas surprenant étant donné l'importance de ces domaines de compétences pour ces trois niveaux de pouvoir (Europe, fédéral, régional). L'enseignement, la sécurité et la criminalité et la mobilité sont également des thématiques présentes dans ce programme commun du MR. A l'inverse, les questions institutionnelles et administratives n'y sont que peu discutées, en comparaison des programmes précédents de ce parti. Parmi les autres enjeux discutés dans ce programme électoral commun pour Bruxelles (non repris dans le tableau), nous retrouvons les affaires sociales (8,68%), les entreprises et le commerce (7,06%) et, dans une moindre mesure, la santé (3,82%) et la culture (3,05%).

Priorités programmatiques du MR (en %)

	Europe - Fédéral - Bruxelles
Emploi	9,72
Logement et politique locale	2,98
Mobilité	4,54
Sécurité et criminalité	6,68
Relations internationales	12,64
Immigration	1,10
Finances et économie	12,70
Enseignement	7,97
<i>Sous-Total</i>	<i>58,33</i>
Institutions et administration	8,04

Un programme spécifiquement bruxellois en pleine évolution

Le programme du MR pour Bruxelles consiste en un document de pas moins de 70 pages, ce qui constitue une significative diminution par rapport au programme pour les précédentes élections bruxelloises (106 pages). La longueur d'un programme électoral a un impact sur l'analyse de son contenu. Sur base de notre encodage automatisé (voir Note méthodologique), 3.436 mots-clés ont été identifiés, analysés et classés dans le programme 2014 (contre 4.795 mots-clés encodés sur base du programme bruxellois du MR en 2009). Cette différence en termes de longueur et de nombre mots-clés identifiés a potentiellement un impact sur le contenu du programme du MR en 2014.

Mis à part sa longueur plus courte, le programme 2014 du MR ressemble à première vue à celui de 2009 pour les mêmes élections à Bruxelles. Les enjeux de la campagne bruxelloise identifiés par J-P Nassaux représentent un peu plus de 40% du contenu du programme du MR pour ces deux élections (42,85% en 2009 contre 42,49% en 2014). Qui plus est, les thématiques relatives au domaine socio-économique représentent un quart de ces programmes (25,84% en 2009 contre 25,67% en 2014).

Elections made in Brussels

Mais cette apparente stabilité cache un renouvellement important des priorités programmatiques du MR pour sa campagne bruxelloise en 2014.

Ainsi, l'analyse de l'importance des enjeux spécifiques de la campagne sur base de plus de 16.000 mots-clés et expressions, nous permet de mieux comprendre cette évolution. Sur le podium des priorités du MR en 2014 à Bruxelles, nous retrouvons en première position les questions de mobilité, avec 11,73%. En deuxième et troisième positions, nous observons le logement et la politique locale (11,06%), suivis – de loin – par les finances et l'économie (6,52%). Ce podium 2014 est fortement différent de celui observé en 2009. A l'époque, le MR bruxellois mettait l'accent en premier lieu sur les finances et l'économie, suivis par le logement et la politique locale et, enfin, la mobilité.

Mis à part les questions administratives et institutionnelles (28,37%), les autres enjeux de la campagne bruxelloise sont moins prioritaires dans le programme 2014 du MR. Ainsi, l'emploi ne correspond qu'à 3,87% de l'ensemble du programme, suivi par le statut international de Bruxelles (3,23%), la sécurité et la criminalité (2,91%) et l'enseignement (2,76%). La thématique de l'immigration est presque absente de la plate-forme programmatique du MR à Bruxelles. Parmi les autres thématiques (non reprises dans le tableau), seuls trois domaines de politiques publiques tirent leur épingle du jeu : le commerce et les entreprises (8,99%), la culture (5,62%) et les politiques sociales (5,09%). Toutes les autres thématiques occupent moins de 3% du programme libéral à Bruxelles

En termes d'évolution par rapport au programme de 2009, les changements sont considérables. Parmi les enjeux qui sont mis en avant par rapport aux dernières élections régionales, nous retrouvons la mobilité (+4,47%), le commerce et les entreprises (+4,34%) et le logement et la politique locale (+2,03%). A l'inverse, le MR a décidé de réduire la part prise par certaines thématiques dans son programme bruxellois : les finances et l'économie (-2,55%), la santé (1,95%), les droits et libertés (-1,90%), l'enseignement (-1,43%) et les politiques sociales (-1,33%). Les autres enjeux de la campagne restent relativement stables dans le temps.

Priorités programmatiques du MR à Bruxelles (en %)

	2009	2014	Différence
Emploi	4,98	3,87	-1,11
Logement et politique locale	9,03	11,06	+2,03
Mobilité	7,26	11,73	+4,47
Sécurité et criminalité	2,67	2,91	+0,24
Bruxelles international	4,36	3,23	-1,13
Immigration	1,29	0,41	-0,88
Finances et économie	9,07	6,52	-2,55
Enseignement	4,19	2,76	-1,43
<i>Sous-Total</i>	<i>42,85</i>	<i>42,49</i>	<i>-0,36</i>
Institutions et administration	29,26	28,67	-0,59

1.7. Le programme électoral bruxellois d'Ecolo en 2014⁹

Pour les élections simultanées de mai 2014, Ecolo fait le choix de rédiger trois programmes électoraux : deux programmes communs pour les élections européennes, fédérales et régionales (celui concernant les propositions phares – 65 pages – et celui concernant l'ensemble de son programme – 810 pages), ainsi qu'un programme spécifique pour les élections à Bruxelles et rédigé par sa Régionale de Bruxelles. Cette section se penchera sur ce programme spécifique pour les élections régionales à Bruxelles et le comparera avec le programme rédigé lors des précédentes élections régionales en 2009.

Le contenu du programme 2014 pour Bruxelles

Le programme d'Ecolo pour Bruxelles consiste en un document de seulement 13 pages, ce qui constitue une diminution significative par rapport au programme pour les précédentes élections bruxelloises de 2009 (179 pages). Cela se justifie par la présence d'un programme complet de 810 pages et du contexte électoral très différent (trois élections simultanées en 2014 contre seulement deux en 2009). Sur base de notre encodage automatisé (voir Note méthodologique), seuls 188 mots-clés ont été identifiés, analysés et classés dans le programme 2014 d'Ecolo (contre 4.590 mots-clés encodés sur base du programme bruxellois en 2009). Cette différence en termes de longueur et de nombre mots-clés identifiés a potentiellement un impact sur le contenu du programme d'Ecolo en 2014 lorsqu'on le compare à celui de 2009.

Le podium des priorités d'Ecolo pour les élections régionales à Bruxelles est sans équivoque (voir Tableau). Sur la première marche du podium, nous retrouvons le logement et la politique locale (17,02%) suivi, de loin, par la mobilité (11,17%) et les finances et l'économie (7,98%). Avec plus de 7% d'attention, nous retrouvons également le statut international de Bruxelles. Par ailleurs, Ecolo consacre 6,38% du contenu de son programme à l'enseignement et 4,26% à l'emploi. Enfin, l'enjeu de la sécurité et de la criminalité (1,06%) est pratiquement absent du programme de ce parti, tout comme l'immigration, bien qu'une de ses propositions concerne la lutte contre le racisme et la discrimination. Parmi les autres enjeux, les questions institutionnelles et administratives représentent 18,09% du contenu du programme bruxellois d'Ecolo. Viennent ensuite (non repris dans le Tableau) l'environnement (5,32%), la culture (4,79%), les affaires sociales (4,26%), les entreprises et le commerce, ainsi que les droits et libertés (3,72%) et enfin l'énergie (2,13%). Les autres thématiques (telles que la santé, l'agriculture ou encore la recherche scientifique) sont en revanche pratiquement absentes de ce programme.

⁹ Article original: Dandoy Régis, Piet Gregory, "Le programme électoral bruxellois d'Ecolo", *Blog Elections, made in Brussels*, 21 May 2014. <http://electionsbxl.blogspot.com/2014/05/le-programme-electoral-bruxellois-decolo.html>

Elections made in Brussels

Priorités programmatiques d'Ecolo à Bruxelles (en %)

	2009	2014	Différence
Emploi	3,57	4,26	+0,69
Logement et politique locale	9,72	17,02	+7,30
Mobilité	8,78	11,17	+2,39
Sécurité et criminalité	0,57	1,06	+0,49
Bruxelles international	3,12	7,45	+4,33
Immigration	0,65	0,00	-0,65
Finances et économie	6,01	7,98	+1,97
Enseignement	3,14	6,38	+3,24
<i>Sous-Total</i>	<i>35,56</i>	<i>55,32</i>	<i>+19,76</i>
Institutions et administration	20,48	18,09	-2,39

Comparaison des programmes électoraux bruxellois d'Ecolo (2009-2014)

En termes d'évolution par rapport au programme de 2009, les changements sont plus que conséquents. Les huit enjeux de la campagne bruxelloise identifiés par J-P Nassaux représentent à eux seuls plus de 55% du contenu du programme d'Ecolo en 2014, contre seulement 35,56% en 2009. A l'inverse, les thématiques relatives au domaine socio-économique représentent près d'un cinquième de ce programme (20,74%) alors qu'elles représentaient 23,57% en 2009. Ainsi, Ecolo semble réduire son attention aux questions purement socio-économiques pour se focaliser sur quelques enjeux bruxellois cruciaux tels que le logement et la politique locale, la mobilité ou encore les finances et l'économie.

Au niveau des enjeux individuels, les changements sont également remarquables. Presque tous les enjeux de la campagne spécifiques à Bruxelles (voir Tableau) se voient mis en avant en 2014 par rapport à 2009. Ainsi, nous retrouvons dans ce groupe de thématiques le logement et la politique locale (+7,30%), l'enseignement (+3,24%) et la mobilité (+2,39%). D'un autre côté, et mis à part l'immigration, aucun enjeu bruxellois ne voit son importance significativement réduite par rapport à 2009. Parmi les autres thématiques de la campagne (non repris dans le Tableau), nombreuses sont les catégories thématiques qui font les frais de cette campagne concentrée sur quelques thématiques spécifiques à Bruxelles. Il s'agit principalement des entreprises et du commerce (-3,75%), de la santé (-3,37%), de – et c'est plus surprenant – l'environnement (-3,16%), de la politique énergétique (-2,60%), de la culture (-1,49%) et des affaires sociales (-1,37%).

1.8. Le programme électoral bruxellois des FDF en 2014¹⁰

Pour les élections simultanées de mai 2014, les FDF ont fait le choix de rédiger quatre programmes électoraux : un programme pour élections fédérales (143 pages), un programme pour les élections européennes (144 pages), un programme pour la région

¹⁰ Article original: Dandoy Régis, Piet Gregory, "Le programme électoral bruxellois des FDF", *Blog Elections, made in Brussels*, 21 May 2014. <http://electionsboxl.blogspot.com/2014/05/le-programme-electoral-bruxellois-des.html>

wallonne et pour la fédération Wallonie-Bruxelles (103 pages) ainsi qu'un programme pour la région bruxelloise et la fédération Wallonie-Bruxelles intitulé « Oui, Bruxelles et les Bruxellois ont un avenir ». Cette section se penchera sur ce programme spécifique pour les élections à Bruxelles et le comparera avec le programme rédigé lors des précédentes élections régionales en 2009. Bien qu'intégré au sein du MR, les FDF avaient à l'époque rédigé un programme électoral spécifique pour les candidats et les propositions FDF pour les élections régionales bruxelloises.

Le contenu du programme 2014 pour Bruxelles

Le programme des FDF pour Bruxelles consiste en un document de 102 pages, ce qui constitue une claire évolution par rapport au programme pour les précédentes élections bruxelloises de 2009 (28 pages), mais fut rédigé dans un contexte fort différent. En 2009, les FDF faisaient alors partie intégrante du MR (avec le PRL, le MCC et le PFF), expliquant la longueur de ce document qui se positionnait comme complémentaire par rapport au programme régional bruxellois du MR (106 pages), et certainement pas comme un programme concurrent. Sur base de notre encodage automatisé (voir Note méthodologique), pas moins de 3.935 mots-clés ont été identifiés, analysés et classés dans le programme 2014 des FDF (contre 436 mots-clés encodés sur base du programme bruxellois en 2009). Ces différences en termes de nature du document, de longueur et de nombre de mots-clés identifiés ont potentiellement un impact sur le contenu du programme des FDF en 2014 lorsqu'on le compare à celui de 2009.

Le podium des priorités des FDF pour les élections régionales à Bruxelles est assez clair (voir Tableau). Sur la première marche du podium, nous retrouvons l'enseignement (11,41%) suivi par la mobilité (9,53%) et le logement et la politique locale (8,28%). Loin derrière ces trois enjeux prioritaires pour les FDF, nous retrouvons les finances et l'économie (5,44%). Par ailleurs, ce parti consacre 3,86% du contenu de son programme bruxellois à l'emploi, 3,46% au statut international de Bruxelles et 2,24% à la sécurité et à la criminalité. Tout comme ce qui a été observé pour les autres partis, l'enjeu de l'immigration est pratiquement absent du programme des FDF.

Parmi les autres enjeux mis en avant par les régionalistes francophones, nous retrouvons les questions institutionnelles et administratives, qui représentent 26,12% du contenu du programme bruxellois de ce parti. Viennent ensuite (non repris dans le Tableau) les affaires sociales (9,86% - ce qui en fait la deuxième priorité des FDF, après les questions institutionnelles et administratives), la culture (5,46%), les entreprises et le commerce (4,14%), la santé (2,8%) et enfin les droits et libertés (2,39%). Les autres thématiques (telles que l'environnement, l'énergie, l'agriculture ou encore la recherche scientifique) ne passent pas le seuil des 2% d'attention et ne constituent donc pas une réelle priorité programmatique pour ce parti.

Priorités programmatiques des FDF à Bruxelles (en %)

	2009	2014	Différence
Emploi	4,13	3,86	-0,27

Elections made in Brussels

Logement et politique locale	9,63	8,28	-1,35
Mobilité	6,42	9,53	+3,11
Sécurité et criminalité	1,83	2,24	+0,41
Bruxelles international	5,73	3,46	-2,27
Immigration	0,23	0,58	+0,35
Finances et économie	6,42	5,44	-0,98
Enseignement	7,34	11,41	+4,07
<i>Sous-Total</i>	<i>41,73</i>	<i>44,80</i>	<i>+3,07</i>
Institutions et administration	35,09	26,12	-8,97

Comparaison des programmes électoraux bruxellois des FDF (2009-2014)

En termes d'évolution par rapport au programme de 2009 (pour plus d'infos sur ce programme, voir la section 1.3), les changements sont assez importants. Les huit enjeux de la campagne bruxelloise identifiés par J-P Nassaux représentent à eux seuls plus de 40% du contenu du programme des FDF en 2014 et en 2009. A l'inverse, les thématiques relatives au domaine socio-économique représentent moins d'un quart de ce programme et sont relativement stables dans le temps (23,74% en 2014 contre 21,33% en 2009). Ainsi, les FDF semblent mettre en avant les enjeux bruxellois au détriment des questions purement socio-économiques, comme nous le constatons déjà en 2009. Il ne s'agit également pas ici d'un changement drastique des priorités des FDF.

Au niveau des enjeux individuels, les changements sont légèrement plus importants. Deux enjeux de la campagne à Bruxelles (voir Tableau) se voient mis en avant en 2014 par rapport à 2009. Il s'agit ainsi de l'enseignement (+4,07%) et de la mobilité (+3,11%). A l'inverse, les FDF mettent dans leur programme moins l'accent sur le statut international de Bruxelles (-2,27%), le logement et la politique locale (-1,35%) et les finances et l'économie (-0,98%).

Les autres enjeux bruxellois ne voient pas leur importance significativement réduite par rapport à 2009, mis à part les questions institutionnelles et administratives qui perdent en importance en 2014 (-8,97%). Cela s'explique probablement par la récente réforme de l'état et par un contexte de la campagne moins orienté vers le débat communautaire et linguistique. Parmi les autres thématiques de la campagne (non repris dans le Tableau), quelques catégories thématiques sont mises en avant aux côtés des thématiques spécifiques à Bruxelles. Il s'agit principalement des entreprises et du commerce (+1,85%), des affaires sociales (+1,60%), de la recherche scientifique (+1,32%) et de la santé (+1,19%). Peu de catégories voient leur importance diminuer significativement. Au demeurant, et mis à part les questions institutionnelles et administratives, le programme des FDF reste fort stable par rapport à 2009.

1.9. Le programme électoral du cdH pour Bruxelles¹¹

¹¹ Dandoy Régis, Piet Gregory, "Le programme électoral du cdH pour Bruxelles", *Blog Elections, made in Brussels*, 14 May 2014. <http://electionsbxl.blogspot.com/2014/05/le-programme-electoral-du-cdh-pour.html>

Elections made in Brussels

Pour les élections simultanées de mai 2014, le cdH fait le choix de rédiger trois programmes électoraux : deux programmes communs pour les élections européennes, fédérales et régionales (celui concernant les 100 propositions phares – 192 pages – et celui concernant ses 407 propositions – 615 pages), ainsi qu'un programme spécifique pour les élections régionales bruxelloises, intitulé « Un contrat d'avenir pour les Bruxellois ». Cette section se penchera sur ce programme spécifique pour les élections régionales à Bruxelles et le comparera avec le programme rédigé lors des précédentes élections régionales en 2009.

Le contenu du programme 2014 du cdH bruxellois

Le programme du cdH pour Bruxelles consiste en un document de pas moins de 106 pages, ce qui constitue une significative diminution par rapport au programme pour les précédentes élections bruxelloises de 2009 (326 pages). Cela se justifie par la présence d'un programme complet de 615 pages et du contexte électoral très différent (trois élections simultanées en 2014 contre deux en 2009). La longueur d'un programme électoral a un impact sur l'analyse de son contenu. Sur base de notre encodage automatisé (voir Note méthodologique), 5.207 mots-clés ont été identifiés, analysés et classés dans le programme 2014 du cdH (contre 10.112 mots-clés encodés sur base du programme bruxellois en 2009). Cette différence en termes de longueur et de nombre mots-clés identifiés a potentiellement un impact sur le contenu du programme du cdH en 2014 lorsqu'on le compare à celui de 2009.

Le podium des priorités du cdH pour les élections régionales à Bruxelles est assez disputé (voir Tableau). Sur la première marche du podium, nous retrouvons le logement et la politique locale (9,85%), suivi de près par l'enseignement (9,53%) ainsi que des finances et de l'économie (8,09%). Avec plus de 7% d'attention, nous retrouvons également la mobilité et l'emploi. En d'autres mots, pas moins de cinq enjeux (sur huit) se classent entre 7 et 10%. Le cdH consacre 4,32% du contenu de son programme aux questions de sécurité et de criminalité et 2,92% au rôle international de Bruxelles. Enfin, l'enjeu de l'immigration est pratiquement absent du programme de ce parti. Parmi les autres enjeux, les questions institutionnelles et administratives représentent 16,21% du contenu du programme bruxellois du cdH. Viennent ensuite (non repris dans le Tableau) les affaires sociales (9,76%), les entreprises et le commerce (6,88%), les droits et libertés (4,05%), la culture (3,87%) et la santé (3,67%).

Priorités programmatiques du cdH à Bruxelles (en %)

	2009	2014	Différence
Emploi	5,34	7,07	+1,73
Logement et politique locale	4,35	9,85	+5,50
Mobilité	4,65	7,11	+2,46
Sécurité et criminalité	1,62	4,32	+2,70
Bruxelles international	3,09	2,94	-0,15
Immigration	0,62	0,58	-0,04
Finances et économie	6,52	8,09	+1,57

Elections made in Brussels

Enseignement	14,33	9,53	-4,80
<i>Sous-Total</i>	<i>40,52</i>	<i>49,49</i>	<i>+8,97</i>
Institutions et administration	17,38	16,21	-1,17

Comparaison des programmes électoraux bruxellois (2009-2014)

En termes d'évolution par rapport au programme de 2009, les changements sont importants. Les huit enjeux de la campagne bruxelloise identifiés par J-P Nassaux représentent à eux seuls près de 50% du contenu du programme du cdH (49,49% en 2014 contre 40,52% en 2009). A l'inverse, les thématiques relatives au domaine socio-économique représentent près d'un tiers de ce programme (32,43%) alors qu'elles ne représentaient que 29,02% en 2009.

Au niveau des enjeux individuels, les changements sont encore plus considérables. Parmi les catégories qui se voient mises en avant en 2014 par rapport à 2009, nous retrouvons le logement et la politique locale (+5,50%), la sécurité et la criminalité (+2,7%) et la mobilité (+2,46%). D'un autre côté, seuls deux enjeux voient leur importance significativement réduite par rapport à 2009 : l'enseignement (-4,8%) et la culture (-4,51%). Aucune autre catégorie ne voit son importance varier de plus de 2% en 2014 par rapport au programme bruxellois du cdH en 2009.

1.10. Les programmes électoraux bruxellois du PTB-go! et de ProBruxsel en 2014¹²

Dans cette section, nous analysons le programme bruxellois de deux plus petits partis qui pourraient créer la surprise le 25 mai à Bruxelles étant donné leurs performances dans les récents sondages d'opinion, à savoir le PTB-go! et ProBruxsel. Qui plus est, les destinées électorales de ces deux partis sont liées puisqu'ils ont constitué un groupement de listes à Bruxelles, facilitant le franchissement du seuil légal de 5%.

Le programme 2014 du PTB-go! pour Bruxelles

Pour les élections simultanées de mai 2014, le PTB-go! a fait le choix de rédiger pas moins de quatre programmes électoraux : un programme commun pour toutes les élections (123 pages), un programme pour les élections européennes (12 pages), un programme pour la région wallonne (74 pages) ainsi qu'un programme pour la région bruxelloise avec le slogan « Bxl Social ! ». En comparaison, le programme de PTB-go! pour Bruxelles consiste en un document de 64 pages. Sur base de notre encodage automatisé (voir Note méthodologique), pas moins de 2.665 mots-clés ont été identifiés, analysés et classés dans le programme 2014 du PTB-go!.

¹² Article original: Dandoy Régis, Piet Gregory, "Les programmes électoraux bruxellois du PTB-go! et de ProBruxsel", *Blog Elections, made in Brussels*, 23 May 2014. <http://electionsbxl.blogspot.com/2014/05/les-programmes-electoraux-bruxellois-du.html>

Elections made in Brussels

Les huit enjeux de la campagne bruxelloise identifiés par J.-P. Nassaux représentent à eux seuls plus de 40% du contenu du programme du PTB-go! en 2014. De plus, les thématiques relatives au domaine socio-économique représentent près d'un tiers de ce programme (32,05%). Ainsi, ce parti semble mettre en avant à la fois les enjeux bruxellois et les questions purement socio-économiques. Le podium des priorités du PTB-go! pour les élections régionales à Bruxelles est assez clair (voir Tableau). Sur la première marche du podium, nous retrouvons le logement et la politique locale (14,86%), suivis par les finances et l'économie (9,68%) et l'emploi (8,71%). Loin derrière ces trois enjeux clairement prioritaires pour le PTB-go!, nous retrouvons l'enseignement (4,54%). Les autres enjeux bruxellois sont moins importants, voire pratiquement absents du programme du PTB-go!, tels que le statut international de Bruxelles, la sécurité et la criminalité, la mobilité et l'immigration. Parmi les autres enjeux mis en avant par le parti de gauche radicale, nous retrouvons les questions institutionnelles et administratives, qui représentent 23,04% du contenu du programme bruxellois de ce parti. Viennent ensuite (non repris dans le Tableau) les affaires sociales (9,16%), la culture (5,33%), les entreprises et le commerce (4,28%), les droits et libertés (3,53%) et la santé (2,63%). Les autres thématiques (telles que l'environnement, l'énergie, l'agriculture ou encore la recherche scientifique) ne dépassent pas le seuil des 2% d'attention et ne constituent donc pas une réelle priorité programmatique pour ce parti.

Priorités programmatiques de PTB-go! et ProBruxsel à Bruxelles (en %)

	PTB-go!	ProBruxsel
Emploi	8,71	2,20
Logement et politique locale	14,86	8,05
Mobilité	0,49	9,39
Sécurité et criminalité	1,13	0,48
Bruxelles international	1,58	3,35
Immigration	0,49	1,25
Finances et économie	9,68	4,41
Enseignement	4,54	8,33
<i>Sous-Total</i>	<i>41,48</i>	<i>37,46</i>
Institutions et administration	23,04	49,14

Le programme 2014 de ProBruxsel

Pour les élections simultanées de mai 2014, le parti régionaliste bruxellois ne se présente qu'aux élections régionales bruxelloises, contrairement à 2010 où le parti s'était également présenté aux élections fédérales. En comparaison avec les autres partis participant à ces élections, ce parti ne présente ainsi à l'électeur qu'une seule plate-forme programmatique. Le programme de ProBruxsel consiste en un document de 44 pages, sous la bannière « Ensemble Samen Together », ce qui constitue une claire évolution par rapport au programme pour les précédentes élections bruxelloises de 2009 (2 pages). Sur base de notre encodage automatisé (voir Note méthodologique), pas moins de 1.044 mots-clés ont été identifiés, analysés et classés dans le programme 2014 de ProBruxsel (contre seulement 150 mots-clés encodés sur base du programme bruxellois en 2009).

Le podium des priorités de ProBruxsel pour les élections régionales à Bruxelles est également assez clair (voir Tableau) puisque trois enjeux se détachent clairement des autres. Sur la première marche du podium, nous retrouvons la mobilité (9,39%) suivie par l'enseignement (8,33%) et le logement et la politique locale (8,05%). Loin derrière ces trois enjeux prioritaires pour ProBruxsel, nous retrouvons les finances et l'économie (4,41%) et le statut international de Bruxelles (3,35%). Plus surprenant, ce parti ne consacre que 2,2% du contenu de son programme à l'emploi. Enfin les enjeux de l'immigration, et de la sécurité et de la criminalité sont pratiquement absents du programme de ce parti.

Parmi les autres enjeux mis en avant par le parti régionaliste bruxellois, nous retrouvons les questions institutionnelles et administratives, qui représentent 49,14%, à savoir près de la moitié du contenu total du document. Cette priorité concerne bien évidemment les questions communautaires mais également la suppression des communautés, l'autonomie constitutive pour Bruxelles et les relations entre les communes et la région. Viennent ensuite (non repris dans le Tableau) les affaires sociales (4,02%), la culture (2,87%) et les entreprises et le commerce (2,49%). Les autres thématiques (telles que la santé, l'environnement, l'énergie, l'agriculture ou encore la recherche scientifique) ne passent pas le seuil des 2% d'attention et ne constituent donc pas une réelle priorité programmatique pour ce parti.

1.11. Les programmes électoraux bruxellois des partis flamands en 2014¹³

Pour les élections simultanées de mai 2014, les partis flamands ont mis en œuvre différentes stratégies en ce qui concerne leur plate-forme programmatique. Certains, comme le sp.a, Groen et le Vlaams Belang, ont fait le choix de rédiger un seul programme commun pour toutes les élections (européennes, fédérales et régionales flamandes) en plus de leur programme bruxellois. D'autres, comme le CD&V et l'Open VLD, ont rédigé un programme commun, mais avec deux programmes séparés pour les élections européennes et pour les élections à Bruxelles. Enfin, la N-VA a fait le choix – délibéré – de ne pas rédiger de programme bruxellois et ne sera donc pas analysée ici.

En comparaison, les programmes du sp.a et du Vlaams Belang pour Bruxelles consistent tous deux en un document de 76 pages, suivis par le CD&V (52 pages), l'Open VLD (41 pages) et enfin Groen (7 pages). Le document utilisé pour l'analyse du Vlaams Belang est le texte issu du congrès national "*Brussel. morgen onze stad*" tenu par le parti en décembre 2013. Sur base de notre encodage automatisé (voir Note méthodologique), le nombre de mots-clés identifiés, analysés et classés dans le programme varie fortement en fonction des partis et surtout de la taille du programme: 3.190 mots-clés pour le sp.a, 2.140 mots-clés pour le Vlaams Belang, 1.558 mots-clés pour le CD&V, 1.446 mots-clés pour l'Open VLD et seulement 178 mots-clés pour Groen.

¹³ Article original: Dandoy Régis, Piet Gregory, "Les programmes électoraux bruxellois des partis flamands", *Blog Elections, made in Brussels*, 23 May 2014. <http://electionsbxl.blogspot.com/2014/05/les-programmes-electoraux-bruxellois.html>

Elections made in Brussels

Le lecteur doit ainsi garder à l'esprit que le programme bruxellois de Groen est trop court pour pouvoir en dégager des résultats valables au niveau statistique.

Les huit enjeux de la campagne bruxelloise identifiés par J-P Nassaux représentent une importante portion du contenu des programmes bruxellois de ces partis en 2014: de 35,76% dans le cas du CD&V à 46,54% dans celui de l'Open VLD. A l'inverse, les thématiques relatives au domaine socio-économique ne représentent au maximum qu'un quart de ces programmes: 15,23% pour le Vlaams Belang, 18,49% pour le CD&V, 22,96% pour l'Open VLD, 25,89% pour le sp.a et 27,53% pour Groen. Ainsi, les partis flamands semblent mettre en avant les enjeux bruxellois au détriment des questions purement socio-économiques.

Le podium des priorités des partis flamands pour les élections régionales à Bruxelles oppose deux groupes de partis (voir Tableau). D'un côté, nous retrouvons les trois partis traditionnels (CD&V, Open VLD et sp.a) qui mettent en avant pratiquement les mêmes thématiques. Sur la première marche du podium, nous retrouvons le logement et la politique locale dans les programmes de l'Open VLD (12,86%), du sp.a (11,66%) et du CD&V (8,47%). Cette priorité est, par contre, totalement absente du podium de Groen et du Vlaams Belang. En deuxième position, nous retrouvons chez les partis traditionnels la mobilité (8,15% au sp.a et 5,91% au CD&V) et l'emploi (7,19% chez l'Open VLD). L'emploi est la troisième priorité du sp.a, la mobilité celle de l'Open VLD et l'enseignement est sur la dernière marche du podium au CD&V.

A l'inverse, Groen et le Vlaams Belang ne mettent pas l'accent sur les mêmes enjeux. Pour Groen, la priorité est l'enseignement (11,80%), suivi par la mobilité (8,99%) et les finances et l'économie (7,87%). Pour le parti d'extrême-droite, les priorités sont, dans l'ordre, le statut international de Bruxelles (7,85%), l'immigration (5,75%) et l'enseignement (5,65%). La mobilité et l'emploi sont beaucoup moins prioritaires dans le programme électoral de ce parti (respectivement 2,52% et 2,8%). L'immigration est ainsi identifiée comme l'enjeu propre au Vlaams Belang ainsi que, dans une moindre mesure, les questions institutionnelles et administratives. A l'inverse, la sécurité et de la criminalité est peu mise en avant par les partis flamands, mis à part dans le programme de Groen où elle est presque totalement absente. Le parti écologiste flamand se démarque également de tous les autres partis en mettant un accent fort sur l'enseignement (et dans une moindre mesure, sur les finances et l'économie).

En ce qui concerne les autres enjeux présents dans les programmes flamands à Bruxelles (non repris dans le Tableau), les affaires sociales sont significativement mises en avant, principalement chez les partis de gauche. C'est ainsi une priorité pour Groen (12,36%) et pour le sp.a (11,72%). Les autres partis y consacrent entre 4,43% (Open VLD) et 6,1% (CD&V). Groen se distingue également par sa mise en avant des enjeux environnementaux (5,06%) et énergétiques (3,37%). Ces deux catégories sont globalement absentes des priorités des autres partis. Par exemple, le Vlaams Belang n'y consacre respectivement que 0,09% et 0,05% du contenu de son programme. La thématique des entreprises et du commerce est également présente dans la plupart des programmes électoraux flamands, surtout dans ceux de l'Open VLD (4,91%) et du sp.a (4,04%), ainsi que celle de la culture, qui est particulièrement mise en avant par le sp.a

Elections made in Brussels

(9,15%) et le CD&V (6,87%). Enfin, à côté de thématiques telles que l'agriculture, la défense ou la recherche scientifique, qui sont presque totalement absentes des programmes électoraux, la santé reste une priorité secondaire pour les partis flamands puisqu'ils n'y consacrent en moyenne que 2% d'attention.

Priorités programmatiques des partis flamands à Bruxelles (en %)

	CD&V	Open VLD	sp.a	Groen	Vlaams Belang
Emploi	4,30	7,19	5,89	5,06	2,80
Logement et politique locale	8,47	12,86	11,66	5,06	5,56
Mobilité	5,91	6,92	8,15	8,99	2,52
Sécurité et criminalité	2,70	1,94	1,82	0,56	2,76
Bruxelles international	3,47	5,46	2,26	3,37	7,85
Immigration	0,83	0,41	0,60	0,00	5,75
Finances et économie	4,75	5,81	3,95	7,87	5,01
Enseignement	5,33	5,95	5,52	11,80	5,65
<i>Sous-Total</i>	<i>35,76</i>	<i>46,54</i>	<i>39,85</i>	<i>42,71</i>	<i>37,9</i>
Institutions et administration	38,13	32,50	25,55	23,60	44,11

1.12. Les priorités du parlement bruxellois pour la législature 2014-2019¹⁴

Ce 25 mai 2014, quelques 584.310 citoyens belges domiciliés dans la région bruxelloise ont élu leurs 89 députés régionaux. Tous ces députés ont été élus sur base d'un programme électoral. Le programme électoral, c'est ce long document de plusieurs centaines de pages que peu d'électeurs lisent (pour une analyse de la longueur des programmes électoraux, voir plus haut) mais qui remplit une fonction importante : celui d'annoncer au préalable les priorités de cet(te) élu(e). Le programme discute ainsi les avancées réalisées par les élus du parti lors de la précédente législature mais liste également les promesses électorales de leur parti pour la législature à venir. Si un parti met en avant tel ou tel enjeu de politique publique, on peut s'attendre à ce que les députés provenant de ce parti en fassent leur priorité une fois qu'ils siègent au parlement.

Dans les sections précédentes, nous avons étudié les priorités des partis politiques pour les élections à Bruxelles en analysant le contenu de leurs programmes électoraux pour cette région. Ces priorités sont identifiées grâce à une méthode d'analyse de texte basée sur des mots-clés (voir Note méthodologique). Dans la lignée de ces analyses, nous allons nous pencher sur les futures priorités du parlement bruxellois en extrapolant sur base de ces programmes électoraux. Les priorités de chaque parti sont pondérées en fonction de son poids en termes de sièges au sein de cette assemblée. Pour rappel, les élections du 25 mai 2014 ont donné les résultats suivants : PS 21 sièges, MR 18, FDF 12, cdH 9, Ecolo 8, Open VLD 5, PTB-PVDA-Go! 4,

¹⁴ Article original: Dandoy Régis, Piet Gregory, "Les priorités du parlement bruxellois pour 2014-2019", *Blog Elections, made in Brussels*, 28 May 2014. <http://electionsboxl.blogspot.com/2014/05/les-priorites-du-parlement-bruxellois.html>

Elections made in Brussels

Groen 3, sp.a 3, N-VA 3, CD&V 2, Vlaams Belang 1. La N-VA ayant fait le choix de ne pas rédiger de programme électoral bruxellois en 2014, ce parti ne sera donc pas intégré à nos analyses.

Le Tableau présente ces priorités pour la prochaine législature, dans l'hypothèse où les partis politiques mettent en avant les enjeux qu'ils ont discutés dans leurs programmes électoraux bruxellois. Globalement, il n'y a pas de thématique qui se dégage par rapport aux autres, mis à part les questions institutionnelles et administratives (18,05%) et qui traitent des défis et réformes de la structure administrative, institutionnelle et communautaire de Bruxelles. Ces questions sont significativement plus présentes au sein du groupe linguistique néerlandais (30,74%) en comparaison des partis présents dans groupe linguistique français (15,58%). Il est probable que l'importance du débat sur les questions communautaires en Flandre rejaillisse sur le contenu des programmes des partis flamands. Prises dans leur ensemble, les catégories socio-économiques représentent plus du tiers des priorités du futur parlement bruxellois (36,56%). A l'inverse des questions institutionnelles et administratives, les enjeux socio-économiques à Bruxelles sont plus mis en avant au sein du groupe linguistique français (38,37%) par rapport au groupe linguistique néerlandais (27,25%). Il est donc probable que les futurs débats sur le socio-économique au parlement bruxellois soient initiés par les députés francophones plutôt que par leurs collègues flamands.

Sur la première marche du podium des priorités du parlement bruxellois pour 2014-2019, nous retrouvons l'enseignement (8,95%), suivi par l'économie et la politique fiscale (8,68%) et les affaires sociales (8,38%). Ces trois catégories d'enjeux sont plus présentes dans le groupe linguistique français que dans le groupe linguistique néerlandais. Les partis membres de ce groupe linguistique néerlandais mettent ainsi de leur côté l'accent en premier lieu sur le développement local et la politique du logement. A l'échelle du parlement pris dans son ensemble, le développement local et la politique du logement viennent en quatrième position. Ensuite, nous retrouvons des enjeux importants pour l'avenir de Bruxelles, à savoir l'emploi (7%) et la mobilité (6,69%). Aux septièmes et huitièmes positions, nous retrouvons les affaires étrangères et européennes (mettant principalement l'accent sur le statut international de Bruxelles) et le commerce et les entreprises. Les autres catégories d'enjeux de politiques publiques représentent une moindre priorité pour le futur parlement bruxellois, à savoir principalement les arts et la culture (4,68%), la justice et la criminalité (3,19%), la santé (3,11%) et l'environnement (2,16%). Enfin, l'immigration, l'agriculture et le commerce extérieur devraient être les grands absents des futurs débats du parlement bruxellois.

Priorités du parlement bruxellois pour 2014-2019 (en %)

	Groupe linguistique français	Groupe linguistique néerlandais	Parlement bruxellois
Economie et politique fiscale	9,27%	5,64%	8,68%
Droits et libertés	3,99%	2,18%	3,70%
Santé	3,27%	2,31%	3,11%

Elections made in Brussels

Agriculture et pêche	0,55%	0,05%	0,46%
Emploi	7,25%	5,73%	7,00%
Enseignement	9,33%	7,00%	8,95%
Environnement	2,19%	1,99%	2,16%
Politique énergétique	1,45%	1,42%	1,44%
Immigration	0,72%	0,81%	0,73%
Mobilité	6,59%	7,17%	6,69%
Justice et criminalité	3,46%	1,78%	3,19%
Affaires sociales	8,46%	7,97%	8,38%
Développement local et politique du logement	7,35%	9,78%	7,74%
Entreprises, commerces et secteur bancaire	6,41%	3,70%	5,97%
Défense	0,10%	0,23%	0,12%
Recherche scientifique et TIC	1,58%	0,41%	1,39%
Commerce extérieur	0,76%	0,34%	0,69%
Affaires étrangères et européennes	6,98%	4,21%	6,53%
Questions institutionnelles et administratives	15,58%	30,74%	18,05%
Aménagement du territoire	0,28%	0,62%	0,34%
Arts et culture	4,44%	5,92%	4,68%
Total	100,00%	100,00%	100,00%

A l'aide de la même méthodologie (estimation des priorités du parlement bruxellois sur base des programmes électoraux des partis qui y siègent), nous pouvons comparer les priorités du parlement bruxellois pour la législature 2014-2019 avec celles de la précédente législature (2009-2014). Le Vlaams Belang ayant fait le choix de ne pas rédiger de programme électoral bruxellois en 2009, ce parti ne sera donc pas intégré à nos analyses. Conséquence probable de la réforme de l'état de 2012-2014, les questions institutionnelles et administratives voient leur importance diminuer drastiquement par rapport à la précédente législature (-8,81%, voir Tableau). A l'inverse, les enjeux de nature socio-économique voient leur importance s'accroître en 2014 (+12,16%).

Parmi les enjeux de la campagne qui perdent également de l'importance pour la législature 2014-2019, nous retrouvons également l'environnement (-1,92%) – probablement une conséquence directe de la défaite électorale d'Ecolo – et le développement local et la politique du logement (-1,31%), bien que cet enjeu soit crucial pour l'avenir de Bruxelles, ainsi que les arts et la culture (-1,16%). Les catégories de politiques publiques qui voient leur importance s'accroître sont l'enseignement (+3,39%), les affaires étrangères et européennes (+2,98%), l'emploi (+2,43%), les affaires sociales (+1,79%), l'économie et la politique fiscale (+1,46%), et la justice et la criminalité (+1,4%).

Priorités du parlement bruxellois en 2009-2014 et 2014-2019 (en %)

	2009-2014	2014-2019	Différence
Economie et politique fiscale	7,22%	8,68%	+1,46%
Droits et libertés	3,12%	3,70%	+0,58%
Santé	3,28%	3,11%	-0,17%
Agriculture et pêche	0,50%	0,46%	-0,04%
Emploi	4,57%	7,00%	+2,43%
Enseignement	5,56%	8,95%	+3,39%

Elections made in Brussels

Environnement	4,08%	2,16%	-1,92%
Politique énergétique	1,95%	1,44%	-0,51%
Immigration	0,89%	0,73%	-0,16%
Mobilité	7,50%	6,69%	-0,81%
Justice et criminalité	1,79%	3,19%	+1,40%
Affaires sociales	6,59%	8,38%	+1,79%
Développement local et politique du logement	9,05%	7,74%	-1,31%
Entreprises, commerces et secteur bancaire	5,27%	5,97%	+0,70%
Défense	0,08%	0,12%	+0,04%
Recherche scientifique et TIC	1,02%	1,39%	+0,37%
Commerce extérieur	0,75%	0,69%	-0,06%
Affaires étrangères et européennes	3,55%	6,53%	+2,98%
Questions institutionnelles et administratives	26,86%	18,05%	-8,81%
Aménagement du territoire	0,52%	0,34%	-0,18%
Arts et culture	5,84%	4,68%	-1,16%
Total	100,00%	100,00%	

Références

Chateauraynayd Francis, Prospéro. *Une technologie littéraire pour les sciences humaines*, Paris, CNRS Editions, 2003.

Dandoy Régis, De Decker Nicolas, Peut-on encore parler de partis-frères en Belgique?, in Pilet Jean-Benoît, De Waele Jean-Michel, Jaumain Serge (eds.), *L'absence de partis nationaux: Menace ou opportunité ?*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2009, pp. 19-35.

Dandoy Régis, Ethno-regionalist parties in Europe: a typology, *Perspectives on Federalism*, vol. 2, n°2, 2010, pp. 194-220.

Dandoy Régis, Résultats des élections et formation des exécutifs, in Bouhon Frédéric, Reuchamps Min (eds.), *Les systèmes électoraux de la Belgique*, Bruylant, Bruxelles, 2012, pp. 439-458.

Dandoy Régis, The Impact of Government Participation and Prospects on Party Policy Preferences in Belgium, *Government and Opposition*, vol. 49, n° 4, 2014, pp. 630-657.

Nassaux Jean-Paul, Les enjeux des élections de 2014 pour Bruxelles, *Les @nalyzes du CRISP en ligne*, janvier 2014.

Piet Grégory, Dandoy Régis, Joly Jeroen, Comprendre le contenu des programmes électoraux. Comparaison des méthodes d'encodage manuel et automatique, *Mots. Les langages du politique*, vol. 108, 2015, pp. 79-101.